

## Questions orales

## L'INDUSTRIE

PRATT AND WHITNEY—L'OPPORTUNITÉ DE L'ACQUISITION DE  
L'ENTREPRISE PAR LE GOUVERNEMENT EN RAISON DE LA  
GRÈVE

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, il y a deux semaines, j'ai demandé au premier ministre si le gouvernement entendait prendre des mesures pour mettre fin à la grève interminable des employés de la Pratt & Whitney, dans laquelle le gouvernement du Canada a investi environ \$60 millions. Comme la société a refusé les recommandations de l'arbitre nommé par le gouvernement provincial et a déclaré aujourd'hui qu'elle ne s'était pas engagée envers le premier ministre, M. Bourassa, à rembaucher immédiatement les 1,000 ouvriers en grève, le gouvernement envisage-t-il la possibilité de racheter cette société comme il l'a fait ou se propose de le faire pour deux autres compagnies aéronautiques très importantes, qui deviendront des sociétés de la Couronne?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Nous n'envisageons pas cette possibilité, monsieur l'Orateur.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas compris.

**M. Trudeau:** J'ai dit que nous n'envisageons pas cette possibilité, monsieur l'Orateur.

**M. Orlikow:** Il y a deux semaines, le premier ministre n'a pas répondu à ma question sous prétexte qu'elle était hypothétique. La société a déclaré clairement qu'elle refuse toujours d'observer la loi et la coutume canadiennes. Le gouvernement va-t-il envisager de racheter cette société pour que les travailleurs canadiens puissent travailler en paix?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, le député répète la même question d'une façon non hypothétique. Encore une fois, nous ne pensons pas acheter la Pratt & Whitney.

\* \* \*

[Français]

## LES PÊCHES

QUÉBEC—L'APPLICATION AU POISSON DES NOUVEAUX  
RÈGLEMENTS RELATIFS À L'INSPECTION DE LA VIANDE

**M. Alexandre Cyr (Gaspé):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État responsable des Pêches.

A la suite de la controverse au Québec au sujet du sceau «Approuvé Québec» et des intentions du gouvernement provincial de transformer le système d'inspection des viandes, est-ce que ces modifications des règlements s'appliqueront aussi à l'inspection du poisson de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine?

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)):** Monsieur le président, la province de Québec a adopté des lois complémentaires aux lois fédérales relativement à l'inspection du poisson. Depuis 1959, si ma mémoire est bonne, l'inspection de tous les poissons consommés à l'intérieur et à l'extérieur du Québec est faite par des inspec-

[M. MacEachen.]

teurs fédéraux. Sans vouloir intervenir dans le débat actuel, quant à une autre sorte de nourriture, j'encouragerais beaucoup les honorables députés à utiliser du maquereau lorsqu'ils feront des pizzas à l'avenir.

\* \* \*

[Traduction]

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE REFUS D'OCTROI DE LA LIGNE VANCOUVER-SEATTLE À  
PACIFIC WESTERN AIRLINES—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Étant donné que le président Ford n'a pas signé les documents nécessaires pour permettre à la compagnie Pacific Western Airlines d'assurer un vol direct entre Vancouver et Seattle, le ministre a-t-il protesté contre ce retard de la part du président des États-Unis? Dans la négative, quand compte-t-il le faire?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas bien compris le nom de la ville; entre Vancouver et...?

**M. Reynolds:** Seattle.

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, je sais que cette question fait partie de l'accord, mais je ne sais pas si la compagnie aérienne a décidé de desservir cet endroit. Toutefois, je vais m'informer et en aviserai le député.

**M. Reynolds:** Monsieur l'Orateur, étant donné que la compagnie aérienne a essayé d'assurer cette ligne et a dû annuler le service parce que le président des États-Unis n'avait pas signé les documents nécessaires, s'il ne le fait pas d'ici trois ou quatre jours, le ministre prendra-t-il des mesures unilatérales contre les compagnies aériennes américaines qui assurent le service sur des lignes à destination du Canada?

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, si la compagnie me transmet les mêmes renseignements que le député...

**M. Reynolds:** Cette affaire était dans tous les journaux.

**M. Marchand (Langelier):** C'est possible, mais je ne les ai pas lus. Si le député veut bien me les envoyer, je m'informerai sur la question.

\* \* \*

## AIR CANADA

LA QUESTION DE LA COMPARUTION DE M. PRATTE DEVANT  
LA COMMISSION ESTEY

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme le juge Estey a presque terminé ses audiences et en vue de régler tous les problèmes qui ont été soulevés à propos d'Air Canada, le ministre sait-il si M. Pratte sera appelé à témoigner devant le juge Estey et à quelle date?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, c'est au juge et à M. Pratte d'en décider, et non à moi. Je ne sais pas pourquoi le député me pose cette question.